



NATIONS UNIES

SEP 24 1982

CONSEIL
DE SECURITE

COLLECTION

Distr.
GENERALES/15422
21 septembre 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Lettre datée du 21 septembre 1982, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer à la lettre en date du 23 août 1982 (S/15384) adressée au Président du Conseil de sécurité, qui était alors M. Noel Dorr, par le Ministre des relations extérieures du Honduras, M. Edgardo Paz Barnica, dans laquelle il impute certains harcèlements à notre pays.

Le Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua est très surpris que le Gouvernement hondurien prétende être la victime d'incidents frontaliers alors que, ainsi qu'il ressort de notre lettre du 16 août (S/15355), ce sont des ressortissants nicaraguayens - et non honduriens - qui sont morts à la suite des incursions criminelles en question, effectuées à partir du Honduras par d'anciens gardes somozistes.

Le peuple et le Gouvernement nicaraguayens donnent la priorité absolue au renforcement de la paix sociale, à la reconstruction de notre économie et à la défense de nos frontières. Il serait donc absurde pour le Nicaragua de compromettre ses efforts et de gaspiller ses ressources humaines et matérielles limitées en lançant des attaques contre ses voisins.

Le Nicaragua n'est pas responsable du malaise qui règne dans d'autres pays et ne veut pas prêter le flanc à des accusations ayant pour but de promouvoir et de justifier l'intervention croissante des Etats-Unis dans les affaires intérieures des pays d'Amérique centrale.

Pour toutes ces raisons, il est quelque peu surprenant que le Gouvernement hondurien demande instamment au Conseil de sécurité d'"inciter le Gouvernement nicaraguayen à user de la voie diplomatique pour amener l'établissement d'une paix solide en Amérique centrale" alors que nul n'ignore les propositions de paix et de dialogue que le Nicaragua a présentées au Conseil et à la communauté internationale à diverses occasions.

L'intérêt pour "la voie de négociations et de francs échanges de vues" manifesté par le Gouvernement hondurien dans sa dernière lettre est encore plus incompréhensible quand on sait que M. Paz Barnica a refusé l'invitation que lui a adressée le 24 août dernier le Ministre nicaraguayen des affaires extérieures, M. Miguel D'Escoto Brockmann, qui souhaitait tenir une réunion à Managua. Devant

la gravité de la situation aux frontières, M. D'Escoto a, dans un message adressé le 4 septembre à M. Paz Barnica, réitéré cette invitation, et notre gouvernement attend que le Honduras propose une date pour que cette réunion puisse se tenir le plus rapidement possible.

A ces initiatives, qui reflètent la volonté du Gouvernement nicaraguayen de n'épargner aucun effort pour améliorer ses relations avec le Honduras, il convient d'ajouter la lettre ci-jointe, que le Coordonnateur du Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale, le Commandant de la révolution Daniel Ortega Saavedra, a adressée à S. Exc. M. Roberto Suazo Cordoba, président de la République du Honduras, le 6 août 1982, pour l'inviter à une réunion où seraient traitées toutes les questions et propositions que les deux gouvernements voudront présenter, y compris la proposition globale de paix formulée par le Honduras. Comme l'a dit le Ministre hondurien des relations extérieures, M. Paz Barnica lui-même, les propositions de paix du Honduras ont un caractère multilatéral et supposent, en toute logique, l'assentiment de tous les pays de la région. Mon gouvernement ne voit aucun inconvénient à cette approche et est disposé à examiner toute formule sérieuse propre à contribuer à la paix en Amérique centrale.

Il convient de rappeler que, lors de la réunion entre les chefs d'Etat du Honduras et du Nicaragua qui a eu lieu dans le poste frontière de Guasaule le 13 mai 1981, les deux gouvernements ont réitéré leur ferme "conviction que c'est par le dialogue qu'il faut rechercher la solution à tous les problèmes" et que conformément à cet accord, le Coordonnateur du Conseil de gouvernement et le Ministre des affaires extérieures de mon pays se sont rendus à Tegucigalpa pour y dialoguer avec les autorités honduriennes.

Mon gouvernement ne peut qu'être préoccupé par la contradiction évidente qui existe entre la réticence du Gouvernement hondurien à poursuivre le dialogue bilatéral, d'une part, et la publicité accordée à ses propositions de paix et à ses accusations fausses, d'autre part. Cette politique ne contribue en rien à la détente dans la région.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et des annexes qui y sont jointes comme document officiel du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Le Représentant permanent du Nicaragua
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Javier CHAMORRO MORA

Annexe I

Lettre datée du 6 août 1982, adressée au Président du Honduras
par le Coordonnateur de la Junte de Gouvernement de recons-
truction nationale du Nicaragua

J'ai l'honneur de me référer aux derniers événements qui ont eu lieu en Amérique centrale, notamment dans la région frontalière entre le Honduras et le Nicaragua, et qui, de l'avis du Gouvernement nicaraguayen, méritent toute notre attention.

Comme vous le savez, au cours des derniers mois, la situation sur notre frontière commune s'est détériorée et de plus, il s'est produit des événements dont nous jugeons inutile de rappeler la gravité, mais qui constituent une menace certaine pour la paix entre nos pays et pour toute l'Amérique centrale.

Dans ces conditions, convaincu que seul le dialogue nous permettra de trouver une solution aux problèmes qui touchent nos deux nations, j'ai le plaisir de vous inviter à une réunion, à Managua, dans le but de rechercher, à travers un échange de vues franc et ouvert, les réponses qu'exigent les problèmes qui se posent entre le Honduras et le Nicaragua.

Il serait donc logique d'examiner, lors de cette réunion, toutes les préoccupations et propositions que votre gouvernement et mon gouvernement voudront bien exposer, notamment la proposition de paix en 7 points du Honduras et la proposition de paix en 7 points du Nicaragua. A cette réunion participeraient également nos ministres des relations extérieures et des représentants des forces armées de nos pays.

Le Gouvernement nicaraguayen ne doute pas que cette initiative, qui vise à renforcer la cause de la paix, rencontrera un accueil favorable compte tenu de la nécessité d'assurer à nos peuples la sécurité et le bien-être auxquels ils ont droit.

La date de cette réunion et les autres détails seront fixés par les voies appropriées par nos ministères des relations extérieures.

Daniel ORTEGA SAAVEDRA

Annexe II

Communiqué du Ministère des relations extérieures du Nicaragua
en date du 2 septembre 1982

Etant donné la gravité de la situation politique qui règne en Amérique centrale, le Ministère des relations extérieures de la République du Nicaragua juge opportun de publier le communiqué suivant :

Pour le Gouvernement de reconstruction nationale, les propos tenus par le Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires interaméricaines du gouvernement Reagan récemment au Commonwealth Club de San Francisco (Californie) semblent échapper à toute logique, non seulement par leur caractère injurieux et extravagant mais aussi par leur incohérence et leur inexactitude. Il est encore plus incompréhensible qu'on ait prétendu intituler cet exposé "L'édification de la paix en Amérique centrale", alors qu'il est clair pour tout un que les événements qui perturbent la région montrent clairement à tous que ce que l'on édifie, c'est une guerre ignominieuse, conçue et préméditée par le gouvernement Reagan bien avant son accession au pouvoir. Il suffit d'un coup d'oeil au fameux document de Santa Fe - la pierre angulaire de la politique étrangère des Etats-Unis - pour comprendre comment s'est façonnée progressivement la philosophie belliqueuse et menaçante de ce gouvernement.

Aujourd'hui, de hauts fonctionnaires du gouvernement Reagan et le Sous-Secrétaire dans son discours au Commonwealth Club essaient de déformer la vérité et de donner une idée fautive de ce qu'ont été les tentatives de paix dans la région, en s'efforçant de prêter au Gouvernement nicaraguayen une attitude intransigeante et fermée à tout dialogue.

La vérité est la suivante. En septembre 1980, des membres de notre Conseil de gouvernement ont rencontré le Président Carter à la Maison Blanche et un véritable dialogue a été entamé. Cette volonté mutuelle de réajuster et d'améliorer les relations entre le Nicaragua et les Etats-Unis a été brusquement compromise en janvier 1981, lorsque Reagan a pris le pouvoir.

Depuis lors, le Gouvernement nicaraguayen a insisté à différentes reprises pour maintenir des contacts au niveau le plus élevé en vue de trouver des solutions politiques aux différends qui opposent nos deux pays.

- Ce n'est qu'en août 1981, après plusieurs mois d'insistance, que le Sous-Secrétaire d'Etat Thomas Enders est venu au Nicaragua où il a rencontré des membres de notre Conseil de gouvernement; en dépit de l'attitude autoritaire de ce fonctionnaire, nous avons vu dans cette rencontre l'occasion de nouer des contacts susceptibles de déboucher sur la paix. Un échange de notes contenant les propositions respectives du Nicaragua et des Etats-Unis s'est alors amorcé.

/...

- Au mois d'octobre 1981, alors que nos deux pays se trouvaient engagés dans ce processus, les Etats-Unis ont déclenché, à quelques kilomètres seulement de nos frontières terrestres et maritimes, des manoeuvres aéronavales baptisées "Halcón Vista" avec la participation des membres des forces armées des Etats-Unis et du Honduras.

- Le 31 octobre 1981, nous avons présenté une note commentant les propositions des Etats-Unis. Depuis cette date, les Etats-Unis n'ont pas répondu. Washington a interrompu cet échange, bien entendu sans donner la moindre explication. C'était le signal avant-coureur des opérations sanglantes de déstabilisation prévues pour la fin de l'année, que l'on a appelées "Noël rouge".

- Au début de 1982, le Nicaragua a poursuivi ses efforts en faveur de la paix dans la région, bien que le gouvernement Reagan ait ouvert un crédit de 19 millions de dollars pour déstabiliser notre pays et violé notre souveraineté en organisant des douzaines d'incursions d'avions espions et de navires de guerre dans notre espace aérien et maritime.

- Le 20 février 1982, le Frente Sandinista de Liberación Nacional a soumis à la réunion de la Conferencia del Partido politico de América Latina, à Managua un nouveau plan de paix pour la région dans lequel il jugeait approprié, entre autres choses, de signer avec les pays voisins des accords de non-agression qui seraient fondés sur le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures et du respect mutuel. Ce document mettait en lumière la volonté de maintenir des relations amicales avec les Etats-Unis et de reprendre le dialogue sur tous les sujets de préoccupation mutuelle, en particulier sur la recherche d'une solution négociée des conflits qui nous touchent.

A ce jour, tous les efforts déployés par notre gouvernement pour engager le dialogue avec les Etats-Unis se sont soldés par un échec. L'attitude fermée et obstinée du gouvernement Reagan prouve entre autres choses que les Etats-Unis n'ont jamais eu l'intention de participer à ce dialogue de façon sérieuse et responsable et que l'échange de notes était pour eux un moyen de propagande destiné à masquer leurs intentions véritables, à savoir saper, déstabiliser et en fin de compte anéantir notre processus révolutionnaire.

Néanmoins, le Gouvernement de reconstruction nationale, faisant la preuve de sa maturité et de sa persévérance, a continué de soutenir la proposition présentée le 21 février 1982 à Managua par le Président du Mexique, José López Portillo, proposition dont les trois points principaux sont les suivants :

1. Les Etats-Unis devront renoncer à la menace ou à l'emploi de la force contre le Nicaragua.
2. Si les bandes contre-révolutionnaires nicaraguayennes qui opèrent au Honduras sont désarmées et qu'il est mis fin à leur entraînement aux Etats-Unis, le Nicaragua renoncera simultanément à acquérir des armes et des avions et réduira les effectifs de ses armées.
3. Le Nicaragua pourrait signer des accords de non-agression avec les Etats voisins et avec les Etats-Unis.

Cependant, les Etats-Unis n'ont jamais manifesté d'intérêt véritable pour cette initiative, ce qui nous conforte dans l'idée qu'ils n'ont jamais été intéressés par le dialogue et que leur seul objectif est de mener dans la région une politique agressive et interventionniste qui favorise l'ensemble de leurs intérêts géopolitiques.

Dans le discours déjà mentionné du Sous-Secrétaire d'Etat Enders, le gouvernement Reagan voulait aussi donner au monde une image trompeuse, celle d'un gouvernement préoccupé par l'évolution de la révolution populaire sandiniste et soucieux de partager cette préoccupation avec ses alliés dans la région. L'intention est claire : faire admettre d'une part que les Etats-Unis sont totalement étrangers aux événements qui se déroulent en Amérique centrale, d'autre part, que leur présence dans cette région est motivée par la crainte qu'éprouvent leurs amis et alliés devant "l'intimidation armée dont ils sont l'objet de la part de Cuba et du Nicaragua".

Rien ne saurait être plus faux que ces arguments avancés pour justifier la politique intransigeante et agressive du gouvernement Reagan qui, s'appuyant fermement sur certains secteurs de l'armée hondurienne et sur les groupes contre-révolutionnaires retranchés dans ce pays frère et à Miami, a créé un climat de déstabilisation et de tension en Amérique centrale.

Il suffit de rappeler, à l'appui de ce qui précède, quelques-unes des déclarations et des actions récentes du Gouvernement des Etats-Unis dans la région pour se rendre compte du degré de responsabilité et d'engagement des Etats-Unis ainsi que des causes véritables de tension et de l'atmosphère de crise qui règne en Amérique centrale.

1. Le 14 février 1982, le quotidien américain Washington Post révèle que la Central Intelligence Agency (CIA) a mis au point un plan dont le coût est évalué à 19 millions de dollars pour financer des activités clandestines au Nicaragua, y compris la création d'une force para-militaire de plus de 1 000 hommes près de la frontière entre le Honduras et le Nicaragua.

2. Le 3 mars 1982, une délégation de fonctionnaires des Etats-Unis dirigée par le Sous-Directeur du Bureau des affaires politiques et militaires du Département d'Etat, Leslie Brown, a rencontré à Tegucigalpa des membres du Gouvernement hondurien pour envisager l'intervention de forces militaires aériennes dans ce pays.
3. Le 1er avril 1982, le général Gustavo Alvarez a déclaré que pour défendre son pays en cas d'agression armée, il autoriserait des troupes des Etats-Unis à traverser le Honduras.
4. Le 19 mars 1982, Chris Arcos, Premier secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Tegucigalpa, a déclaré que 72 militaires américains se trouvaient au Honduras pour améliorer la capacité de défense de l'armée hondurienne.
5. Notre ministère des relations extérieures a été informé que des avions espions RC-5 appartenant à l'armée de l'air des Etats-Unis sont basés au Honduras.
6. Le 29 avril 1982, des manoeuvres navales connues sous le nom de "Ocean Venture" sont déclenchées avec la participation directe de la marine de guerre des Etats-Unis.
7. Le 29 avril 1982, le Sous-Secrétaire à la défense, Francis West, a réaffirmé devant la Sous-Commission des affaires interaméricaines de la Chambre des représentants du Congrès des Etats-Unis que le gouvernement Reagan avait l'intention d'utiliser des bases aériennes au Honduras sous le prétexte d'enrayer une prétendue avance cubaine dans la région, et qu'à cet effet le Gouvernement des Etats-Unis investirait 21 millions de dollars dans ce que M. West a appelé une modeste amélioration de quelques aéroports situés sur la côte atlantique du Honduras.
8. Ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, M. Negrofonte, a affirmé que l'aide militaire au Honduras serait portée à 14,5 millions de dollars pour compenser le déséquilibre qui existe entre ses forces armées et celles du Nicaragua.
9. En juillet et en août, le territoire hondurien a été le théâtre de manoeuvres militaires qualifiées d'"opération combinée" qui, outre qu'elles appuyaient et stimulaient la contre-révolution, étaient une provocation ouverte contre notre gouvernement.

/...

10. Fin juillet 1982, un haut fonctionnaire de l'ambassade des Etats-Unis à Managua, a annoncé des manoeuvres militaires communes prévues pour le mois de novembre, qui réuniront des unités des forces armées du Honduras et des Etats-Unis.
11. On a appris, il y a quelques jours, au Congrès des Etats-Unis, que le gouvernement Reagan prépare, à l'insu du Congrès, une aide globale, d'un montant légèrement supérieur à 60 millions de dollars, aux forces armées honduriennes, sous prétexte que la réallocation au Honduras de cette somme, qui proviendrait de soldes non utilisés de crédits approuvés pour l'aide militaire à d'autres pays, n'exige pas l'approbation du Congrès.
12. Jusqu'en février 1982, des bandes d'anciens gardes somozistes, qui opèrent à partir du territoire hondurien, avaient assassiné 200 ressortissants nicaraguayens dont beaucoup de paysans innocents.

Depuis février, leurs opérations ont gagné en ampleur et en efficacité, entraînant la mort à ce jour de 70 miliciens nicaraguayens, agents d'alphabétisation et membres des brigades de santé, membres de l'armée populaire sandiniste et des garde-frontières. Ces attaques visent en outre à détruire des centres de production et des infrastructures afin de semer la misère et la désolation parmi la population nicaraguayenne.

Voilà le fruit de l'entraînement spécialisé que ces bandes suivent en Floride et en Californie et de la somme de 19 millions de dollars utilisée par les éléments les plus réactionnaires du gouvernement Reagan pour financer la contre-révolution.

Il ressort clairement de ce qui précède que la crise actuelle et l'aggravation de la tension militaire en Amérique centrale sont dues essentiellement à la politique du gouvernement Reagan dans la région et que, de ce fait, la paix et la détente ne pourront être établies sans un changement de politique et d'attitude de la part des Etats-Unis vis-à-vis de la région, en général, et de la révolution nicaraguayenne, en particulier. Il ne fait pas de doute qu'un tel changement d'attitude faciliterait l'entente entre les pays de la région.

Pour cette raison, le Gouvernement nicaraguayen est disposé à signer avec les Etats-unis un accord bilatéral de non-agression qui serait le fondement d'un accord régional et lance un appel en ce sens au Gouvernement des Etats-Unis.

En ce qui concerne les pays frères d'Amérique centrale, nos actions ont toujours été conformes à notre volonté de paix.

/...

Pour ce qui est de la situation à El Salvador, le 7 novembre 1981, le Coordonnateur du Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua, prenant la parole lors de la trente-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies a fermement appuyé la proposition franco-mexicaine qui pose les principes d'une solution politique négociée du conflit salvadorien; il a en outre présenté une proposition commune de paix du front Farubundo Marti pour la libération nationale et du Front démocratique révolutionnaire, qui suggéraient au Gouvernement des Etats-Unis des mesures efficaces en vue d'apporter une solution à la situation difficile qui règne dans ce pays frère.

C'est avec suspicion que nous écoutons, près d'un an après, le gouvernement Reagan parler au Commonwealth Club d'"un processus de réconciliation", alors que des milliers de citoyens salvadoriens ont été assassinés, victimes de la politique injustifiable d'extermination, que les Etats-Unis ont appuyé par l'intermédiaire du gouvernement de ce pays, et que les assassinats se poursuivent.

Nous demandons au gouvernement Reagan de se montrer fidèle à son désir de réconciliation entre les pays d'Amérique centrale et d'appuyer publiquement le dialogue et la négociation entre les forces qui combattent à l'heure actuelle à El Salvador.

S'agissant du Honduras, en dépit des actions auxquelles ne cessent de se livrer contre notre territoire les bandes et unités militaires somozistes opérant à partir du Honduras, nous avons de même pris des mesures concrètes.

- Le 6 mai 1981, le Nicaragua a proposé au Gouvernement hondurien une réunion au niveau le plus élevé; cette réunion s'est tenue 7 jours plus tard, à "El Guasaule", en présence de M. Policarpo Paz García, qui était alors Président du Honduras, et du Coordonnateur du Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua. Lors de cette réunion, le Gouvernement nicaraguayen a proposé la convocation, à une date ultérieure, d'une réunion des commandants en chef des forces armées des deux pays en vue d'élaborer des mécanismes concrets susceptibles de contribuer à la solution des problèmes frontaliers résultant des incursions des bandes susmentionnées en territoire nicaraguayen.

- De même, le 6 août 1981, notre gouvernement a invité le Président du Honduras, S. Exc. Roberto Suazo Córdoba, à participer à Managua à une réunion et de rechercher, grâce à un dialogue ouvert et franc, une solution aux problèmes existants.

- Le 24 août 1982, le Ministre des relations extérieures M. D'Escoto, a invité son homologue hondurien, M. Paz Barnica, à discuter des problèmes d'intérêt commun. De même que dans le cas précédent, cette rencontre n'a pu avoir lieu.

- En ce qui concerne Costa Rica, le Gouvernement de reconstruction nationale a clairement fait des efforts pour maintenir les bonnes relations qui ont toujours existé entre nos pays et il a pris une série d'initiatives pour trouver une solution aux problèmes existants. Nous avons d'ailleurs avancé avec enthousiasme une proposition tendant à constituer une commission mixte chargée d'examiner les problèmes d'intérêt commun.

- Pour illustrer l'intérêt qu'il porte à l'amélioration des relations, notre gouvernement a invité le Ministre costa-ricien des relations extérieures à effectuer une visite dans notre pays; cette invitation a été acceptée et nous entendons que des dates soient fixées.

- Nous avons également invité le Ministre costa-ricien de la sécurité publique, qui a eu des entretiens avec le Ministre nicaraguayen de l'intérieur le 6 août dernier. A l'issue de cette réunion, a été publié un communiqué commun qui exprimait le désir des deux parties de résoudre tous les différends qui existent entre les deux pays.

- Les faits que nous venons de mentionner sont autant de manifestations claires et réelles de notre volonté de parvenir, sur la base d'un accord bilatéral de non-agression, à ce que les pays d'Amérique centrale prennent des mesures effectives et concrètes en vue de la réduction des armements dans la région qui débouchent sur une paix stable et durable.

Le Gouvernement de reconstruction nationale continuera, comme l'ont montré les initiatives qu'il a prises récemment, à faire tout ce qui est en son pouvoir pour instaurer des relations pacifiques et normales entre les Gouvernements du Nicaragua et des Etats-Unis.

- Lors de l'entretien que viennent d'avoir le Vice-Président des Etats-Unis M. George Bush et un membre du Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale, M. Rafael Córdova Rivas, lors de la prise de pouvoir du nouveau Président de la Colombie le 7 août dernier, le Nicaragua a proposé une rencontre de haut niveau dont l'ordre du jour comprendrait les 8 points américains et les 13 points nicaraguayens, qui avaient été communiqués dans la correspondance officielle échangée au niveau des ambassadeurs. Nous avons proposé en outre que cette réunion se tienne dans un des pays qui, comme le Mexique, le Canada, le Venezuela, la France et l'Espagne, se sont offerts à participer à la solution de nos différends bilatéraux. Selon qu'on le jugera utile, cette réunion pourrait être rendue publique ou non.

- En même temps, nous sommes revenus sur une idée qui avait déjà été formulée au Département d'Etat des Etats-Unis, à savoir une réunion entre le Ministre nicaraguayen des relations extérieures, M. Miguel D'Escoto, et le Secrétaire d'Etat, M. George Shultz, qui permettrait d'ouvrir la voie à un dialogue franc et constructif. Nous n'avons pas encore reçu de réponse à ces deux propositions qui sont, à notre avis, une bonne occasion pour le gouvernement Reagan de montrer qu'il s'intéresse véritablement à l'instauration d'un dialogue et à la solution des graves problèmes qui déchirent la région.

- Nous lançons une fois encore un appel au Gouvernement des Etats-Unis pour qu'il réfléchisse et renonce à son attitude menaçante, dominatrice et agressive. Nous nous déclarons une fois de plus convaincus que seul un dialogue sincère, sans condition préalable entre nos deux gouvernements, peut efficacement contribuer à l'établissement de bases solides pour une paix durable, essentielle à la stabilité et au progrès de nos peuples. La paix en Amérique centrale demande qu'il en soit ainsi.
